



## Démographie

### Être centenaire devient presque banal...

Dans son n° 621 d'avril 2024, *Population & Sociétés*, bulletin mensuel d'information de l'Institut national d'études démographiques (Ined), s'intéresse aux centenaires <sup>(1)</sup>. La France en compte de plus en plus – majoritairement des femmes : « *Autour d'une centaine en France en 1900 et encore limité à 200 en 1950, le compte s'établissait déjà à plus de 1 000 en 1970 pour atteindre plus de 8 000 en 2000. En moins de vingt-cinq ans, ce nombre a encore presque quadruplé, dépassant 31 000 au 1<sup>er</sup> janvier 2024. Sous l'hypothèse d'une poursuite des tendances actuelles de la mortalité, l'Insee projette plus de 200 000 centenaires en 2070* ».

Le dénombrement est difficile, mais au 1<sup>er</sup> janvier 2023, il y aurait même en France quelque 2 000 personnes âgées de 105 ans ou plus. Les 110 ans ou plus sont appelés des « super-centenaires ». « *Dépasser cet âge reste un événement rare mais sa fréquence s'est à son tour fortement accrue dans les dernières décennies* », précise le bulletin de l'Ined.

Pour l'anecdote, rappelons que quatre personnes au monde sont reconnues comme ayant vécu plus de 118 ans, dont deux Françaises : Lucile Randon, morte en 2023 à 118 ans et 11 mois, et... la doyenne de l'humanité, Jeanne Calment, décédée en 1997 à 122 ans et 5 mois.

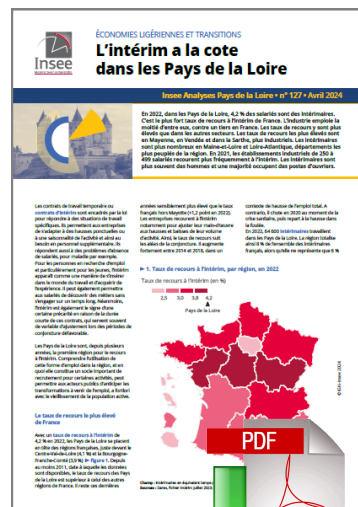


## Emploi

### Pays de la Loire : en tête pour l'intérim

Perrine Bauer et Nathalie Le Guillou (Insee) consacrent le n° 127 d'*Insee Analyses Pays de la Loire* <sup>(2)</sup> à l'intérim dans la région. En 2022, avec un taux de recours à l'intérim de 4,2 % <sup>(3)</sup>, les Pays de la Loire sont la première région française, juste devant le Centre-Val-de-Loire (4,1 %) et la Bourgogne-Franche-Comté (3,9 %). Depuis au moins 2011, date depuis laquelle les données sont disponibles, le taux de recours dans les Pays de la Loire est supérieur à celui des autres régions françaises.

En 2022, remarquent les deux auteures, 64 600 intérimaires ont travaillé dans les Pays de la Loire, soit 8 % de l'ensemble des intérimaires français, alors que la région ne représente que 6 % de l'emploi salarié. Le taux de recours élevé s'explique d'une part du fait d'un taux de recours plus élevé qu'en France dans la plupart des secteurs d'activité, d'autre part du fait de la forte présence de l'industrie dans la région.



(1) – « *Vivre au-delà de 105 ans : quand l'improbable devient réalité* » (4 pages).  
(2) – « *L'intérim a la cote dans les Pays de la Loire* », avril 2024 (4 pages).  
(3) – Part des salariés avec un contrat d'intérim.

Toujours en 2022, l'industrie dans les Pays de la Loire emploie 30 900 intérimaires, soit la moitié de ceux de la région (48 %), contre un tiers en France. Le taux de recours à l'intérim est ici de 10,5 %. Le tertiaire emploie 23 500 intérimaires (36 % de l'ensemble) ; la construction, 9 900 (9,1 %).

Dans les Pays de la Loire, la Mayenne présente le plus fort taux de recours à l'intérim en 2022 (5,0 %), devant la Vendée (4,8 %) et la Sarthe (4,6 %). En valeurs relatives, la Loire-Atlantique concentre 37 % des effectifs intérimaires, devant le Maine-et-Loire et la Vendée, qui regroupent chacun quasiment 20 % des effectifs intérimaires.

La zone d'emploi de Sablé-sur-Sarthe a le plus fort taux de recours de la région (10,1 % en 2021). La zone d'emploi de Mayenne arrive au quatrième rang (taux de 6,2 %). Les deux auteurs précisent que dans celle-ci, la moitié des in-

térimaires sont employés dans l'industrie agroalimentaire, la fabrication d'autres produits industriels, de matériels électriques et électroniques et, enfin, de matériels de transport.

La durée des missions dans la région est de 2,3 semaines en moyenne pour l'ensemble des secteurs, soit un peu plus qu'en France (2,0 semaines). La durée des missions dans la construction est supérieure à celle de l'industrie (3,6 semaines contre 2,9 semaines). Elles sont plus courtes dans le tertiaire (1,5 semaine).

Les intérimaires sont majoritairement des hommes (71 %) ; les jeunes sont plus fréquemment en intérim (11 % des jeunes de 18 à 25 ans en emploi sont intérimaires, contre 6 % pour les 26 à 50 ans). Pour Perrine Bauer et Nathalie Le Guillou, « *ce contrat de travail permet aux jeunes d'entrer dans le monde du travail et d'acquérir de l'expérience* ».



## Sports

### Mayenne : premier département « sportif » en 2022

**E**n partenariat avec l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep), l'Insee consacre [\*l'Insee Première\* n° 1992 d'avril 2024](#) à un « panorama des licences sportives dans les fédérations olympiques de Paris 2024 » (4 pages).

D'emblée, cette publication suscite l'intérêt car la pratique sportive est complexe à appréhender et on se dit que l'Insee garantit une méthodologie irréprochable. L'Insee, pourtant, ne lève pas tous les obstacles quand il recourt au recensement des licences réalisé auprès des fédérations sportives. En effet, celles-ci ont intérêt à communiquer le nombre de licences le plus élevé possible. Une certaine notoriété et surtout des ressources financières (subventions, mécénat...) en dépendent.

Théoriquement, une licence implique, entre autres, le règlement d'une cotisation et la pratique d'activités sur l'ensemble de l'année, et non sur une courte période. On peut faire confiance aux fédérations sportives pour trouver divers stratagèmes. À la lecture de la publication, on découvre déjà que dans certaines fédérations, on délivre des licences différentes à un sportif s'il est joueur, entraîneur, arbitre...

Si l'on adhère aux observations et analyses de l'Insee, le nombre de licences dans les fédérations olympiques d'été, rapporté à la population, « *est plus élevé dans les régions de l'ouest de la France métropolitaine, plus particulièrement dans les départements situés sur la façade atlantique : l'ouest de la Normandie, la Bretagne, les Pays de la Loire et jusqu'au sud de la Nouvelle-Aquitaine* ». En 2022, les Pays de la Loire sont au premier rang des régions (154 licences pour 1 000 habitants), devant la Bretagne. Et la Mayenne est au premier rang des départements (168 licences), ex-aequo avec les Landes.

#### Le football demeure la première discipline sportive

Le football, le tennis et l'équitation sont les fédérations olympiques d'été qui délivrent le plus de licences (à elles seules, 44 % du nombre total en 2022). Le football est particulièrement développé dans les Pays de la Loire (43 licences pour 1 000 habitants).

Dans la région, le basket-ball est deux fois plus représenté qu'au niveau national (16 licences pour 1 000 habitants, contre 8 en France).

La crise sanitaire liée au covid-19 a fait chuter le nombre de licences (– 14 % entre 2019 et 2021), mais tout laisse penser que l'année 2023 permettra de dépasser les niveaux des années antérieures (+ 5 % par rapport à 2017).

Sur cinq ans, des fédérations voient leur nombre de licences augmenter : la natation (+ 21 %), la lutte (+ 14 %), le triathlon (+ 13 %), le rugby (+ 12 %), le tir (+ 12 %), quand d'autres ont perdu des licences : l'haltérophilie (– 39 %), le tennis de table (– 23 %), le taekwondo (– 23 %). Bien entendu, ce sont ici des flux qui ne disent rien du nombre total de licences dans telle ou telle discipline.

Les licences féminines représentent un tiers du total. Leur nombre s'est accru depuis 2017 (+ 5 %), alors que les licences masculines ont diminué (– 2 %). En outre, toujours en 2022, la moitié des détenteurs d'une licence dans les fédérations olympiques d'été ont moins de 16 ans.

Rappelons que l'approche par le nombre de licences ne rend que partiellement compte de la pratique d'une activité physique ou sportive régulière. En effet, on peut pratiquer dans une structure privée ou même de façon complètement autonome en dehors de toutes structures.

Lundi 13 mai, à Château-Gontier-sur-Mayenne

### Ciné-échange : *Je verrai toujours vos visages*

Le lundi 13 mai, à 13 h 45, au cinéma Le Palace, à Château-Gontier-sur-Mayenne, projection du film *Je verrai toujours vos visages*, de Jeanne Herry (France, drame, 2023, 118 mn), avec Leïla Bekhti, Élodie Bouchez, Jean-Pierre Darroussin, Adèle Exarchopoulos, Gilles Lellouche, Miou-Miou, Fred Testot, Denis Podalydès.

Le film aborde le thème de la Justice réparatrice, qui confronte les victimes d'infractions à leurs auteurs. Il ne s'agit pas d'un documentaire : il ne présente pas de « vraies victimes » et de « vrais auteurs » ; les comédiens jouent des personnages et les faits évoqués sont des faits de délinquance fictifs. Ce film montre les rencontres entre des hommes condamnés et des victimes, ainsi que toute la préparation à ces rendez-vous qui fait partie intégrante du processus des mesures restauratives, menée par Judith, Fanny et Michel. Nous suivons quatre victimes (Sabine, Grégoire, Nawelle et Chloé) concernées par diverses infractions : respectivement, vol à l'arraché, cambriolage, braquage et viols incestueux. L'évolution des victimes s'accompagne de celle des coupables, ces évolutions aboutissant parfois à la réparation. Ces chemins se caractérisent par des émotions multiples, contradictoires, changeantes.

Après la projection, échange avec des professionnels du Conseil départemental d'accès au droit (CDAD) et du Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) de la Mayenne. Tarif : 5,50 euros.



César de la Meilleure actrice dans un second rôle (Adèle Exarchopoulos) et César des lycéens 2024.

Mardi 14 mai, à Laval

### Échange avec la Représentation européenne en France

Le mardi 14 mai, de 19 h à 21 h, salle du Conseil municipal, à l'hôtel de ville de Laval, la Maison de l'Europe en Mayenne organise un temps d'échange avec la Représentation de la Commission européenne en France. Intervention de Jessica Larsson, cheffe de Représentation adjointe et cheffe du secteur politique. Au programme : l'Europe au quotidien ; les cofinancements des projets en Mayenne par l'Union européenne.



Jessica Larsson

Mardi 28 mai, à Changé

### Conférence de Catherine Wihtol de Wenden

Le mardi 28 mai, de 14 h à 16 h, salle des Ondines, à Changé, dans le cadre d'une journée-colloque avec ses partenaires, France terre d'asile en Mayenne organise une conférence sur la géopolitique et les migrations, avec Catherine Wihtol de Wenden, docteure en science politique, directrice de recherches émérite au CNRS, l'une des grandes spécialistes des questions migratoires.

Sur cette question des migrations internationales, durant une vingtaine d'années, elle a mené différents travaux, conduit de nombreuses études de terrain et dirigé différentes recherches comparatives, surtout européennes. Au moment où l'immigration se retrouve de nouveau au cœur du débat public en France, elle pose des chiffres sur la réalité actuelle des flux migratoires dans le monde.

Entrée libre et gratuite. Ouvert au grand public. Inscription souhaitée : [cadalaval@france-terre-asile.org](mailto:cadalaval@france-terre-asile.org)

#### La pensée hebdomadaire

« Depuis quarante ans, l'espace informationnel s'est profondément modifié. Il a été rendu pléthorique par la multiplication des canaux de diffusion et leur amplification sur les réseaux sociaux. À tel point qu'un mensonge se diffuse sept fois plus vite qu'une information vérifiée. (...) Devenir un citoyen de l'information n'est pas une mince affaire. Distinguer le vrai du faux, penser contre soi, faire preuve d'esprit critique, multiplier les points de vue différents sur un même sujet : voilà autant de routines à pratiquer pour ne pas succomber à la facilité du prêt à penser. »

Elsa Da Costa, journaliste et directrice générale de l'ONG Ashoka,  
« Être informé, un droit ; savoir s'informer, un devoir ! » (réflexion), *Ouest-France* du 21 novembre 2023.